



**DECISION DU PRESIDENT  
 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL**

**Objet : Contrat d'assistance juridique n°2023-C-23 – Attribution et autorisation de signer**

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,  
**Vu** l'article R. 2122-8 du code de la commande publique,  
 la délibération en date du 3 octobre 2022 par laquelle le Conseil Communautaire l'a chargé par délégation de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres passés en procédure adaptée, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,  
**Vu** l'arrêté n°06-2023 du 20 mars 2023 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jérôme BOISSON, le 1<sup>er</sup> Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel,

**Considérant** l'offre retenue de l'entreprise MB AVOCATS, 8 rue Eugène Lisbonne 34000 MONTPELLIER.

**DECIDE**

**Article 1 :** d'attribuer le contrat d'assistance juridique à l'entreprise MB AVOCATS, 8 rue Eugène Lisbonne 34000 MONTPELLIER.

**Article 2 :** de signer ledit contrat pour un coût horaire de 130 € HT soit 156 € TTC.

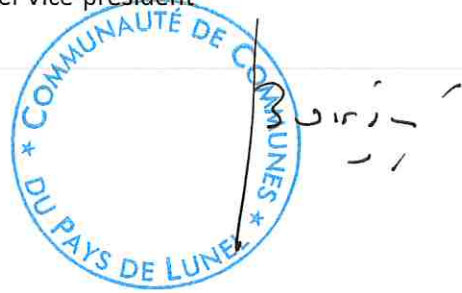
**Article 3 :** Le contrat prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 au 31 mai 2024, reconductible tacitement deux fois.

**Article 4 :** Monsieur le Président de la Communauté de Communes est chargé de l'exécution de la présente décision.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, à Montpellier.

Fait à Lunel, le 06/04/2023

Pour le Président  
 de la Communauté de Communes du Pays de Lunel  
 Par délégation, le 1er vice-président  
 Jérôme BOISSON



DECISION n° 41-2023	
Transmis en Préfecture le	11-07-2023
Affiché le	
Notifié le	

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter :

- De sa publication ou notification
- De la décision de rejet prise par l'autorité compétente suite à l'exercice d'un recours administratif préalable
- Du silence gardé par l'administration pendant un délai de 2 mois suite à l'exercice d'un recours administratif préalable. (Articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)